



Le ministère s'en prend à nouveau aux emplois de la BnF

PARIS > 31 octobre 2024

Le projet de loi de finances du ministère de la Culture 2025 prévoit de nouvelles suppressions de postes à la Bibliothèque nationale de France (10), **portant à 314 les destructions d'emplois depuis 2009.**

Cette nouvelle attaque contre les effectifs de la BnF est l'annonce de trop pour la bibliothèque et ses personnels. Aucun autre établissement public du ministère de la Culture n'a connu un tel niveau de perte d'emplois.

Le champ des missions de la bibliothèque s'est pourtant considérablement élargi ces 20 dernières années avec :

- La numérisation des collections patrimoniales
- L'ouverture du site Richelieu rénové comprenant une nouvelle salle de lecture un nouveau musée, de nouveaux services et une quarantaine de postes en plus (supprimés des autres sites de la BnF et transférés à Richelieu)
- La mise en œuvre du dépôt légal numérique
- Les préparatifs visant à déménager une partie des collections de la bibliothèque vers un nouveau centre de conservation à Amiens, etc.

Ces projets d'ampleur et à forts enjeux pour l'institution ont été **portés par des équipes réduites** et avec des moyens toujours plus contraints.

Financièrement, la BnF reste sur une ligne rouge avec des **déficits récurrents** et doit sans cesse réaliser des **coupes budgétaires** dans tous les secteurs faute de crédits en adéquation avec ses besoins grandissants.

Pour les **personnels**, c'est une **inégalité de traitement** par rapport à leurs collègues du ministère avec des rémunérations plus faibles, notamment concernant les régimes indemnitaires avec la non-revalorisation des primes à l'ancienneté (primes de rééchelonnement).

La **CGT-Culture** et la **CGT-BnF** dénoncent ces **nouvelles pertes d'emplois** pour la BnF et réclament les moyens budgétaires et humains nécessaires pour l'accomplissement des missions de service public de la 3e plus grande bibliothèque nationale au monde.

Nous demandons d'ores et déjà un rendez-vous urgent à la Ministre Rachida Dati concernant les suppressions de postes au ministère.

Par ailleurs l'intersyndicale BnF a décidé de déposer un préavis de grève pour le mois de novembre. Une assemblée générale des personnels sera organisée le jeudi 7 novembre où sera soumis au vote une première journée de grève le mardi 12 novembre 2024.